



**LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE
COMPREND :**

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES

**RAPPORT FINANCIER
INTERMÉDIAIRE 2014**



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats de la Société au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés doit être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2014. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	30 JUIN 2014 (6 MOIS)	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2009
Produits	22 645	51 982	53 491	46 894	44 970	39 900
Bénéfice net	32 401	24 950	53 435	122 588	18 696	17 145
Actif net	1 459 630	1 470 576	1 356 446	1 220 427	1 019 846	905 921
Actions en circulation (nombre, en milliers)	122 432	126 165	118 243	110 776	102 908	93 142
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,0	2,0	2,4	3,0	2,8	2,8
Taux de rotation du portefeuille :						
– investissements à impact économique québécois (%)	5	16	23	28	11	9
– autres investissements (%)	43	108	67	110	112	84
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	95 845	100 861	103 052	106 577	111 476	118 119
Émission d'actions	–	149 995	149 994	153 955	180 982	129 443
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents	–	1 739	–	–	–	–
Rachat d'actions	43 347	59 075	67 410	75 962	85 753	53 273
Investissements à impact économique québécois au coût	681 232	671 547	625 414	498 984	473 331	475 785
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	762 100	733 907	659 045	541 909	439 550	401 321
Fonds engagés mais non déboursés	182 046	227 593	142 350	151 822	200 485	63 907

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	30 JUIN 2014 (6 MOIS)	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2009
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de la période / de l'exercice	11,66	11,47	11,02	9,91	9,73	9,54
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,25	0,20	0,46	1,15	0,19	0,19
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,18	0,41	0,46	0,43	0,45	0,43
Charges d'exploitation	(0,12)	(0,23)	(0,28)	(0,31)	(0,27)	(0,27)
Impôts et taxe sur le capital	(0,03)	(0,07)	(0,09)	(0,07)	(0,07)	(0,06)
Gains (pertes) réalisés	0,01	0,03	0,48	0,20	(0,36)	0,13
Gains (pertes) non réalisés	0,21	0,06	(0,11)	0,90	0,44	(0,04)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	0,01	(0,01)	(0,01)	(0,04)	(0,01)	0,00
Actif net par action à la fin de la période / de l'exercice	11,92	11,66	11,47	11,02	9,91	9,73

APERÇU

La Société a clôturé son premier semestre 2014 avec un bénéfice net de 32,4 M\$ (2,0 M\$ pour la même période en 2013), soit un rendement non annualisé de 2,2 % (0,1 % au 30 juin 2013), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 11,92 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2014.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 4,0 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014, comparativement à un rendement non annualisé de 4,1 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2014, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 681,2 M\$, les investissements effectués durant la période présentée se chiffrent à 54,2 M\$. Les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 182,1 M\$ et les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 8,6 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement non annualisé de 3,3 % pour le premier semestre de 2014 (un rendement négatif non annualisé de 0,9 % pour la période correspondante en 2013).

Le 10 juillet 2014, la Société a confirmé que le montant autorisé de l'émission 2014 sera de 63 M\$ et de 150 M\$ pour 2015. La date du début des ventes de l'émission 2014 est fixée au 6 octobre 2014 dans l'ensemble du réseau des caisses Desjardins. La prise de rendez-vous est maintenant obligatoire pour souscrire à des actions de la Société, sans quoi aucune vente d'actions ne pourra être effectuée par la caisse. La période de prise de rendez-vous débutera deux semaines avant la date du début des ventes, à savoir le 22 septembre 2014 pour l'émission 2014. Au cours du semestre, les rachats d'actions ont totalisé 43,3 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 30 juin 2014 s'élevait à près de 364 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 459,6 M\$, en baisse de 0,7 % par rapport au 31 décembre 2013. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2014 était de 95 845.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Le contexte économique et financier de plusieurs pays industrialisés montre des signes d'amélioration. Par contre, en zone euro, les indicateurs continuent de suggérer une progression modeste de l'économie cette année et les actions récentes prises par la Banque centrale européenne (BCE) peuvent en témoigner. La croissance prévue du PIB réel eurolandais s'établit donc à 1,1 % pour 2014 et à 1,4 % pour 2015. De plus, certains signes plus positifs commencent à poindre en Chine, alors que les autorités ont mis de l'avant de nouvelles mesures afin de s'assurer que l'économie ne ralentisse pas trop. Dans ce contexte, après une croissance de 2,9 % en 2013, le PIB réel mondial devrait afficher une hausse de 3,2 % en 2014 et de 3,7 % en 2015. Cette accélération aura assurément des répercussions positives sur le commerce mondial.

Aux États-Unis, les conditions climatiques difficiles ont fait fléchir le PIB réel au premier trimestre. Un rebond de 4,0 % à rythme annualisé a toutefois caractérisé l'économie au second trimestre. Les dépenses de consommation ont contribué significativement à cette progression. Le secteur résidentiel et les investissements des entreprises ont aussi bien fait, ce qui a alimenté une bonne progression de l'économie interne. Le marché du travail est également sur une bonne lancée avec une création d'emplois notable observée durant le premier semestre. De plus, on observe également de très fortes ventes d'automobiles neuves et le crédit bancaire montre enfin des signes d'accélération. Cependant, ces performances n'effaceront pas les affres de

la contraction hivernale, de sorte que la croissance annuelle du PIB réel avoisinera 2 % en 2014, contre un rythme de 2,2 % enregistré en 2013, alors qu'en 2015 un gain de 3,1 % est attendu.

Au Canada, le PIB réel n'a augmenté que de 1,2 %, à rythme annualisé, au premier trimestre de 2014, soit un résultat nettement inférieur aux attentes. Pour la première fois depuis la récession de 2008-2009, la demande intérieure a reculé durant ce trimestre avec une baisse de 0,3 %. Certains indices laissent toutefois croire que l'économie canadienne pourrait reprendre un rythme de croissance plus rapide dès le deuxième trimestre. En outre, le rebond des importations américaines est de bon augure pour les exportations canadiennes. Le niveau élevé des commandes en carnet au pays laisse d'ailleurs entrevoir que les ventes des manufacturiers pourraient devenir plus robustes dans les mois à venir. Dans ce contexte, le PIB réel au pays devrait connaître une hausse de 2,2 % en 2014, soit une légère accélération par rapport à la progression de 2,0 % enregistrée en 2013. En 2015, la croissance devrait de nouveau s'améliorer pour atteindre un rythme annuel de 2,5 %.

Au Québec, le PIB réel a amorcé l'année en force avec une croissance annualisée de 2,4 % au premier trimestre de 2014. La demande intérieure demeure toutefois anémique puisque les consommateurs sont plus prudents, le secteur résidentiel se stabilise, les entreprises hésitent à investir et les gouvernements tentent de contrôler la hausse de leurs dépenses. Seul le commerce extérieur a pu ainsi stimuler la croissance de l'économie québécoise. Elle devrait d'ailleurs avoisiner les 2 % au deuxième trimestre, et ce, grâce aux échanges internationaux et à l'amélioration des dépenses de consommation puisque les ventes au détail se sont redressées ce printemps et les indices de confiance des ménages et des entreprises ont remonté. Le marché du travail connaît toutefois des ratés. Le léger gain d'emplois en juin n'a pas été suffisant pour effacer les pertes des mois précédents de sorte que le bilan depuis le début de l'année est négatif. Le taux de chômage, à 8,1 % en juin, est relativement élevé. Outre le haut niveau d'endettement des ménages, certaines incertitudes persistent. Pour 2014, le PIB réel devrait donc afficher une progression annuelle de 1,7 %, contre un rythme de 1,1 % enregistré en 2013, alors qu'une légère accélération est attendue en 2015, soit à 1,9 %.

Enfin, le deuxième trimestre de 2014 a été favorable pour les principales classes d'actifs. La diminution des inquiétudes des investisseurs à amener plusieurs indices boursiers, dont le S&P 500 et le S&P/TSX, à de nouveaux sommets. Les gains des indices boursiers devraient cependant être limités d'ici la fin de l'année. D'importants conflits, dont ceux en Irak et en Ukraine, ont fait bondir les cours pétroliers, ce qui a favorisé le dollar canadien. Les banques centrales maintiennent des politiques monétaires très accommodantes et la Banque centrale européenne a même annoncé de nouvelles mesures pour stimuler l'activité économique et la croissance des prix. Cela, combinée au recul du PIB américain au premier trimestre de 2014, a continué d'exercer des pressions baissières sur les taux obligataires. Alors que le marché du travail américain prend nettement du mieux et que l'inflation s'est accélérée en Amérique du Nord, les prochains trimestres s'annoncent plus difficile pour le marché obligataire. La forte prudence affichée par la Fed et par d'autres banques centrales semble convaincre les investisseurs de ne pas trop escompter de hausses de taux d'intérêt pour les prochaines années. Une augmentation des taux obligataires demeure toutefois possible d'ici la fin de l'année. Étant donné la diminution des taux au cours des derniers mois, le mouvement haussier pourrait être plus abrupt lorsqu'il se mettra en branle. Tout indique que la Réserve fédérale mettra fin à son troisième programme s'assouplissement quantitatif cet automne et elle signale son intention d'amorcer un resserrement monétaire en 2015. La Banque du Canada devrait remonter ses taux directeurs après la Réserve fédérale pour éviter une appréciation supplémentaire du dollar canadien.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 32,4 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2014, soit un rendement non annualisé de 2,2 %, comparativement à un bénéfice net de 2,0 M\$ (rendement non annualisé de 0,1 %) pour la même période en 2013. L'actif net par action augmente ainsi à 11,92 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin du semestre, comparativement à 11,66 \$ à la fin de l'exercice 2013. À titre indicatif, au prix de 11,92 \$ entrant en vigueur le 21 août 2014, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 8,1 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 35 % conformément au taux applicable le 21 août 2007 (taux en vigueur du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007).

Les résultats de la Société proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées respectives de 1,9 % et de 1,6 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,3 % sur le rendement non annualisé de la Société.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par la Société lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Activité d'investissements à impact économique québécois

Des investissements de 54,2 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2014 ainsi que des produits de cession de 41,5 M\$ et des gains nets réalisés et non réalisés de 15,9 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 762,1 M\$ au 30 juin 2014 (733,5 M\$ au 31 décembre 2013). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre est principalement attribuable aux investissements faits dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 25,0 M\$, ainsi que d'un investissement de 15,0 M\$ dans une entreprise de services.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 182,1 M\$ au 30 juin 2014, comparativement à 227,6 M\$ au 31 décembre 2013. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2014 s'élevaient à 863,3 M\$ dans 144 entreprises, coopératives et fonds, dont 681,2 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2014, la Société soutient, au sein de son écosystème entrepreneurial, directement la croissance de 376 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 15,4 M\$ (15,0 M\$ au 31 décembre 2013) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2014, la Société a remboursé des billets d'une valeur de 1,0 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 1,4 M\$, ce qui, jumelé à des gains de 4,3 M\$ sur ces investissements, génère un gain net de 2,9 M\$.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2014				30 JUIN 2013			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Investissements à impact économique québécois	733	51,2	4,0	1,9	653	47,2	4,1	2,0
Autres investissements et encaisse	699	48,8	3,3	1,6	729	52,8	(0,9)	(0,4)
	1 432	100,0	3,5	3,5	1 382	100,0	1,6	1,6
Charges, nettes des frais d'administration			(1,1)	(1,1)			(1,2)	(1,2)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,3)	(0,3)
Rendement de la Société			2,2	2,2			0,1	0,1

Au cours du premier semestre 2014, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 27,9 M\$, soit un rendement de 4,0 %, comparativement à 28,3 M\$ pour la même période en 2013 (rendement de 4,1 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2013
Produits	13 300	15 651
Gains et pertes	14 555	12 630
	27 855	28 281

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation, représentant 1,1 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2014, sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. « DCR » et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par la Société. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

La Société a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 14,6 M\$ comparativement à un gain de 12,6 M\$ pour la même période en 2013. L'impact positif de ces variations de la juste valeur sur les résultats de la Société s'explique par la bonne performance de plusieurs compagnies en portefeuille, et ce, malgré un contexte économique plus difficile qui est venu en affecter certaines.

Au 30 juin 2014, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est détérioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2013 en raison du contexte économique plus difficile, tel qu'expliqué à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, la Société investit indirectement par le biais de fonds qu'elle a contribué à créer, ces deux éléments constituent son écosystème entrepreneurial. Ceci permet à la Société de profiter d'un effet de levier et d'augmenter son impact positif dans le développement économique du Québec en allant chercher des capitaux auprès de divers partenaires.

Ces fonds, également gérés par son gestionnaire, DCR, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. « CCPME », dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$, a été créé le 1^{er} juillet 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec « CDPQ », en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 30 juin 2014, la Société avait déboursé 99,2 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME étant maintenant terminée, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 10,8 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa

date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021. Au 30 juin 2014, un total de 173 entreprises et fonds bénéficient de 145,7 M\$ déboursés par CCPME.

- La Société annonçait en 2013, la reconduction de l'entente de partenariat avec la CDPQ par l'entremise du fonds Capital croissance PME II s.e.c. « CCPME II ». Un montant maximal de 230 M\$ additionnels dont la majorité sera investie sur une période de trois ans, servira à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. Le taux de participation de la Société dans le fonds CCPME II est de 50 %. La Société s'est engagée pour une somme de 115 M\$. CCPME II a débuté ses activités le 1^{er} janvier 2014. Au 30 juin 2014, un total de 40 entreprises bénéficient de 44,7 M\$ engagés par CCPME II.
- La Société est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. « DI ». DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Au 30 juin 2014, un total de 33 entreprises et fonds bénéficiaient de 29,6 M\$ déboursés par DI. Le taux de participation de la Société dans le fonds DI est de 54,5 %.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération « Essor et Coopération » a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. Ce fonds devrait bénéficier d'une capitalisation de 44 M\$, alors que la Société s'est engagée pour une somme de 40 M\$ et un autre partenaire pour 4 M\$. Parallèlement, cette société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres d'aide aux entreprises afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme globale de près de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1^{er} janvier 2013, la Société a déboursé 12,6 M\$ sur son engagement total de 40 M\$, permettant ainsi au fonds Essor et Coopération d'appuyer sept coopératives dans leur développement.

Les sommes allouées à ces fonds prennent de plus en plus d'ampleur. Afin de mieux gérer et suivre ses activités, la Société suit dorénavant l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par la Société avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances, et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées ;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque » ;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de la Société ;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	30 JUIN 2014				30 JUIN 2013			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dettes	186	13,0	3,1	0,4	179	13,0	3,5	0,4
Équité	446	31,2	5,1	1,5	376	27,2	5,3	1,5
Fonds externes	34	2,4	1,9	0,0	32	2,3	0,6	0,0
Capital de risque	16	1,1	(10,6)	(0,1)	18	1,3	7,7	0,1
Sous-total Profils d'investissement	682	47,7	4,0	1,8	605	43,8	4,6	2,0
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	51	3,5	2,7	0,1	48	3,4	(1,2)	0,0
Total Écosystème	733	51,2	4,0	1,9	653	47,2	4,1	2,0

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique principalement par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un solide rendement de 5,1 %. Ce rendement découle de l'amélioration de la rentabilité de quelques entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ce profil, il contribue majoritairement au rendement de 4,0 % de l'écosystème au premier semestre 2014. Le rendement négatif du profil d'investissement « Capital de risque » s'explique par les baisses de valeur de sociétés publiques, cependant ce profil a un impact très limité sur le rendement total du portefeuille en raison de sa taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, procure des revenus courants stables à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements.

Au 30 juin 2014, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 680,1 M\$, comparativement à 717,2 M\$ au 31 décembre 2013. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2014, 64 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (65 % au 31 décembre 2013).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 47 % au terme du premier semestre de 2014 (49 % au 31 décembre 2013). Les fonds engagés mais non déboursés de 182,0 M\$, représentant 12 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer autour de 35 % à 40 % lorsque la capitalisation aura atteint son niveau optimal et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

La Société met en place des stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2013
Produits	10 229	9 968
Gains et pertes	13 291	(16 208)
	23 520	(6 240)

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 23,5 M\$ pour le premier semestre de 2014, comparativement à une contribution négative de 6,2 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont équivalents à ceux de la même période en 2013.

Pour le premier semestre 2014, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 13,3 M\$. Le gain découle principalement de la baisse des taux obligataires au courant de la période et du resserrement des écarts de crédit corporatifs. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement de 1,53 % au 30 juin 2014 (1,95 % au 31 décembre 2013).

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées des taux obligataires. La remontée de ces taux a eu et pourrait encore avoir un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins, lequel est constitué d'environ 360 caisses Desjardins et de 940 centres de service, pour un total de 1 300 points d'accès.

À la suite du dépôt du récent budget provincial le 4 juin dernier, la Société annonçait récemment de nouvelles modalités concernant la vente de ses actions à compter de l'émission 2014 :

- Compte tenu de l'atteinte du plafond de sa capitalisation de 1 250 M\$ et de par sa loi constitutive, la Société est limitée à émettre, pour l'émission 2014, un montant équivalant aux rachats de la période d'émission précédente. Conséquemment, le montant autorisé de l'émission 2014 sera de 63 M\$;
- Pour l'émission 2015, le gouvernement du Québec a autorisé exceptionnellement la Société à recueillir 150 M\$;
- Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé pour l'acquisition d'actions de la Société est dorénavant de 45 %;
- La date du début des ventes de l'émission 2014 est fixée au 6 octobre 2014 dans l'ensemble du réseau des caisses Desjardins. En ce qui a trait à l'émission 2015, les ventes débuteront le 13 avril 2015;
- La prise de rendez-vous est maintenant obligatoire pour souscrire à des actions de la Société, sans quoi aucune vente d'actions ne pourra être effectuée par la caisse. La période de prise de rendez-vous débutera deux semaines avant la date du début des ventes, à savoir :
 - le 22 septembre 2014 pour l'émission 2014;
 - le 30 mars 2015 pour l'émission 2015.
- Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum annuel alloué par investisseur pour les émissions 2014 et 2015 sera limité à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 350 \$.

En date du présent rapport, la souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable de 45 %, applicable à l'impôt du Québec seulement.

Ce crédit d'impôt était de 50 % à l'égard des actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2014, le capital-actions de la Société s'élève à 1 247,2 M\$ pour 122 432 368 actions en circulation.

La date du début des ventes de l'émission 2014 ayant été fixée au 6 octobre 2014, la Société n'a recueilli aucune souscription pour le premier semestre 2014, comparativement à un montant de 150,0 M\$ pour le premier semestre 2013.

Pour le premier semestre 2014, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 43,3 M\$ (34,1 M\$ en 2013).

Au 30 juin 2014, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 364 M\$. Pour le deuxième semestre de 2014, un montant d'environ 66 M\$ viendra s'ajouter pour un maximum potentiel de 430 M\$ au 31 décembre 2014. La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats.

Les capitaux propres de la Société au 30 juin 2014 s'élèvent à 1 459,6 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

ÉMISSION	PRIX D'ÉMISSION (\$)	SOLDE* (M\$)	RACHAT POSSIBLE À COMPTER DE
2001	10,00	30,1	2008
2002	10,00	84,0	2009
2003	10,12 et 10,24	42,3	2010
2004	10,25	52,7	2011
2005	10,25	58,7	2012
2006	10,37 et 10,21	58,1	2013
2007	10,21 et 9,92	103,7	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	168,3	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	184,0	2016
2010	9,73 et 9,80	181,3	2017
2011	9,91 et 10,02	179,2	2018
2012	11,02	161,6	2019
2013	11,47	155,6	2020
Capitaux propres		1 459,6	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2014.

Au cours du premier semestre 2014, les rachats survenus ont porté le nombre d'actionnaires à 95 845 au 30 juin 2014, comparativement à 100 861 au 31 décembre 2013.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers \$)	Semestre terminé le 30 juin 2014	Semestre terminé le 30 juin 2013
Frais de gestion	12 210	12 478
Autres frais d'exploitation	1 594	1 895
Services aux actionnaires	1 018	813
	14 822	15 186

La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La convention de gestion attribuée à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation, représentant 1,1 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2014, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

La baisse des autres frais d'exploitation de 0,3 M\$ s'explique principalement par les frais reliés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements qui permettra de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2014, à l'exception de la tarification qui a été ajustée depuis le 1^{er} juillet 2013 et qui s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2014, et du mandat de scrutateur qui a été confié à Services aux investisseurs Computershare inc.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 3,3 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2014 comparativement à 3,9 M\$ pour la même période en 2013. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014, les sorties de liquidités liées aux rachats nets des souscriptions s'élèvent à 43,3 M\$ (entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats de 113,2 M\$ pour la même période en 2013). Les activités opérationnelles ont généré une entrée de liquidités de 46,7 M\$ comparativement à une sortie de liquidités de 113,2 M\$ pour la même période en 2013.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 52,9 M\$ pour le premier semestre 2014, comparativement à 29,9 M\$ pour le même semestre de 2013. Un investissement de 15,0 M\$ dans une entreprise de services explique principalement cette augmentation d'un semestre à l'autre. Le portefeuille des autres investissements affiche des produits de cession nets de 57,1 M\$, comparativement à des acquisitions nettes de 124,0 M\$ pour la même période en 2013. Le report de l'émission d'actions de la Société en octobre 2014 et le niveau d'activité plus élevé lié aux investissements à impact économique québécois expliquent l'importante variation d'un semestre à l'autre.

Au 30 juin 2014, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 23,6 M\$ (20,3 M\$ au 31 décembre 2013).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2014.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La Société a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

Cependant, comme décrit précédemment, afin de mieux gérer et suivre ses activités, la Société suit dorénavant l'évolution de sa répartition d'actif et de sa performance en fonction de profils d'investissement.

GESTION DES RISQUES GOUVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration administre les affaires de la Société et voit à la réalisation de la mission de cette dernière. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de la Société.

Afin de l'appuyer dans la surveillance et l'encadrement de ces différents risques, le conseil d'administration est appuyé par sept comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités du comité exécutif, du comité d'audit, du comité de gestion des actifs financiers, du comité de gouvernance et d'éthique ainsi que du comité d'évaluation de portefeuilles n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

D'autre part, le conseil d'administration a révisé, en mai 2014, la charte des deux comités d'investissement. Le mandat général de ces comités consiste à étudier et à autoriser les transactions liées aux investissements à impact économique québécois. Le comité d'investissement « Dette subordonnée » étudie les dossiers requérant un financement hybride se situant entre l'équité et le financement traditionnel. De son côté, le comité d'investissement « Équité » étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée. Ces comités sont composés de sept membres chacun, dont deux administrateurs de la Société. Le président de chacun des comités est nécessairement un administrateur de la Société et la majorité des membres sont indépendants au sens défini dans la Politique de gouvernance de la Société.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 21 août 2014.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 663,5 M\$ (707,5 M\$ au 31 décembre 2013; 670,8 M\$ au 1^{er} janvier 2013). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées pour une juste valeur de 242,6 M\$ (271,1 M\$ au 31 décembre 2013; 308,6 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 21,4 M\$ (12,3 M\$ au 31 décembre 2013; 13,5 M\$ au 1^{er} janvier 2013) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 568,3 M\$ (621,7 M\$ au 31 décembre 2013; 592,6 M\$ au 1^{er} janvier 2013) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 22,4 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,5 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2014 (27,3 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2013; 27,8 M\$ pour 2,1 % au 1^{er} janvier 2013). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 23,5 M\$ représentant une augmentation de 1,6 % du prix de l'action (28,7 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2013; 29,4 M\$ pour 2,2 % au 1^{er} janvier 2013). Étant donné que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 73,8 M\$ (73,5 M\$ au 31 décembre 2013; 64,7 M\$ au 1^{er} janvier 2013) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels la Société détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 129,6 M\$ (141,4 M\$ au 31 décembre 2013; 167,2 M\$ au 1^{er} janvier 2013), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 113,0 M\$ (129,7 M\$ au 31 décembre 2013; 141,4 M\$ au 1^{er} janvier 2013), sont sensibles à la variation

des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2014, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,9 M\$ (1,6 M\$ au 31 décembre 2013; 2,0 M\$ au 1^{er} janvier 2013). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations de devises étrangères représentent une juste valeur de 164,4 M\$ soit 11,3 % de l'actif net au 30 juin 2014, comparativement à 142,0 M\$ soit 9,7 % de l'actif net au 31 décembre 2013 et 116,7 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 1^{er} janvier 2013.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2014, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 154,3 M\$ US (133,0 M\$ US au 31 décembre 2013; 114,0 M\$ US au 1^{er} janvier 2013) au taux de 1,0694 \$ CA/\$ US (1,0623 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2013; 0,9946 \$ CA/\$ US au 1^{er} janvier 2013), et ce, le 30 septembre 2014.

Au 30 juin 2014, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 0,2 M\$ (0,4 M\$ au 31 décembre 2013; 1,9 M\$ au 1^{er} janvier 2013). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profils d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements est révisé selon un calendrier établi, afin d'identifier ceux qui rencontrent les critères des cotes 10 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une augmentation de la proportion des investissements ayant une cote de risque supérieure ou égale à 7 comparativement au 31 décembre 2013. Un contexte économique plus difficile est venu affecter la situation financière de certaines compagnies en portefeuille. Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes	AU 30 JUIN 2014		AU 31 DÉC. 2013		AU 1 ^{ER} JANV. 2013	
	(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	707 773	92,9	706 932	96,4	643 223	97,6
7 à 9 À risque	29 762	3,9	19 160	2,6	11 963	1,8
10 à 12 À haut risque et en insolvabilité	24 565	3,2	7 815	1,0	3 859	0,6

Pour la quasi-totalité de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB- de Standard & Poor's ou DBRS, ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 30 JUIN 2014		AU 31 DÉC. 2013		AU 1 ^{ER} JANV. 2013	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	43,4	22,6	42,6	21,3	39,2	19,0
Autres investissements*	38,1	17,3	45,8	21,7	52,0	25,8

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 86 % (100 % au 31 décembre 2013; 90 % au 1^{er} janvier 2013) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 35 % à 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint son niveau optimal et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES – NORMES INTERNATIONALES IFRS

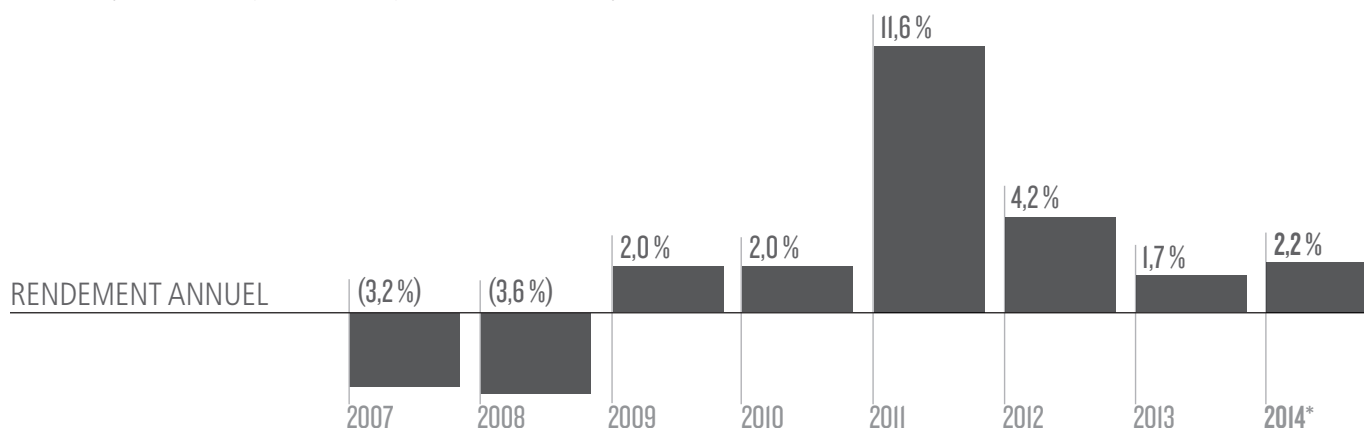
Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board. La Société a adopté ce référentiel comptable pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2014, comme l'exigent les lois canadiennes sur les valeurs mobilières et le Conseil des normes comptables du Canada. Antérieurement, la Société préparait ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») définis dans la Partie V du Manuel de CPA (Comptables professionnels agréés) Canada. La note 20 des états financiers fait état de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés par la Société. Elle présente également la nature et l'effet des changements de méthodes comptables importants par rapport aux méthodes utilisées aux fins de la préparation des états financiers de la Société conformément aux PCGR. Le passage aux IFRS n'a eu aucune incidence sur le prix de l'action de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2014. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014.

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 30 JUIN 2014

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
2,7 %	4,4 %	6,0 %	3,9 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 30 juin 2014, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Dette	12,6
Équité	31,6
Fonds externes	2,5
Capital de risque	1,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	3,6
Total – Investissements à impact économique québécois	52,1
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,6
Obligations	38,9
Actions privilégiées	5,1
Total – Autres investissements	46,6

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2014, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	36,0
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	4,4
Financement-Québec	4,1
Fiducie du Canada pour l'habitation	3,7
Province de Québec	2,7
Banque de Nouvelle-Écosse	2,4
Cadillac Fairview	2,3
Province de l'Ontario	2,1
Ontario Hydro	1,8
Banque Royale	1,8
Banque de Montréal	1,6
Banque Toronto Dominion	1,5

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 36,0 % de l'actif net de la Société sont :

- A. & D. Prévost inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Avjet Holding inc.
- Camoplast Solideal inc.
- Capital croissance PME S.E.C.
- Capital croissance PME S.E.C. II
- CBR Laser inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s-inc.
- Groupe Solotech inc.
- Groupe TELECON
- Industries Fournier inc.
- La Coop fédérée
- Vision Globale A.R. Itée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 21 août 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 21 août 2014. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels intermédiaires
30 juin 2014
(en milliers de dollars canadiens)



Le 21 août 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les états financiers) de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013, le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 et les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Téléphone : +1 514 205-5000, Télécopieur : +1 514 205-5675*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2014, au 31 décembre 2013 et au bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2013, ainsi que de leur performance financière et de leur flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière.

(signée) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. ¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n^o A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 30 juin 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 ^{er} janvier 2013 \$
Actif				
Investissements à impact économique québécois	7	762 100	733 907	659 045
Autres investissements	8	663 485	706 996	670 572
Comptes débiteurs	10	24 269	22 258	29 946
Encaisse	11	16 642	9 701	7 357
Impôts sur le bénéfice	18	18 649	16 490	11 415
		<u>1 485 145</u>	<u>1 489 352</u>	<u>1 378 335</u>
Passif				
Billets à payer et passifs financiers	12	15 365	15 000	11 352
Comptes créditeurs	13	10 150	3 776	2 501
Impôts sur le bénéfice	18	-	-	8 036
		<u>25 515</u>	<u>18 776</u>	<u>21 889</u>
Actif net	15	<u>1 459 630</u>	<u>1 470 576</u>	<u>1 356 446</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>122 432 368</u>	<u>126 164 932</u>	<u>118 243 301</u>
Actif net par action ordinaire		11,92	11,66	11,47

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) André Lachapelle _____, administrateur

(signé) Jacques Plante _____, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

États du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2014 \$	2013 \$
Produits			
Intérêts	7	18 811	21 174
Dividendes		3 618	3 172
Frais d'administration		216	376
		<u>22 645</u>	<u>24 722</u>
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		1 663	(1 201)
Non réalisés		26 182	(2 377)
		<u>27 845</u>	<u>(3 578)</u>
Total des produits et des gains (pertes) sur investissements		<u>50 490</u>	<u>21 144</u>
Charges			
Frais de gestion		12 210	12 478
Autres frais d'exploitation	17	1 594	1 895
Services aux actionnaires	17	1 018	813
		<u>14 822</u>	<u>15 186</u>
Bénéfice avant impôts		<u>35 668</u>	<u>5 958</u>
Impôts sur le bénéfice	18	<u>3 267</u>	<u>3 942</u>
Bénéfice net de la période		<u>32 401</u>	<u>2 016</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		<u>123 762 598</u>	<u>123 574 062</u>
Bénéfice net par action ordinaire		<u>0,26</u>	<u>0,02</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Surplus d'apport (2) \$	Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$			
Solde au 31 décembre 2013	126 164 932	1 285 213	-	185 363	1 470 576
Bénéfice net de la période	-	-	-	32 401	32 401
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾					
Rachat d'actions ordinaires	(3 732 564)	(37 980)	-	(5 367)	(43 347)
Solde au 30 juin 2014	122 432 368	1 247 233	-	212 397	1 459 630
Solde au 31 décembre 2012	118 243 301	1 189 745	2 004	164 697	1 356 446
Bénéfice net de la période	-	-	-	2 016	2 016
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾					
Émission d'actions ordinaires	13 077 057	149 994	-	-	149 994
Frais d'émission, nets des impôts de 1 155 \$	-	(1 739)	-	-	(1 739)
Rachat d'actions ordinaires	(2 974 058)	(30 512)	(2 004)	(1 536)	(34 052)
Solde au 30 juin 2013	128 346 300	1 307 488	-	165 177	1 472 665

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

⁽²⁾ Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2014 \$	2013 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		32 401	2 016
Ajustements sans effet sur la trésorerie :			
Pertes (gains) sur investissements		(27 845)	3 578
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements		1 209	1 936
Impôts différés		(6)	(16)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse		(1 279)	(1 235)
Variation des actifs et des passifs opérationnels :			
Impôts sur le bénéfice à recouvrer		(2 153)	(3 416)
Comptes débiteurs		(780)	(2 454)
Impôts sur le bénéfice à payer		-	(8 036)
Comptes créditeurs		334	604
Acquisition d'investissements à impact économique québécois		(52 888)	(29 908)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois		40 540	47 684
Acquisition d'autres investissements		(287 238)	(534 327)
Produit de la cession d'autres investissements		344 362	410 337
		<u>46 657</u>	<u>(113 237)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission d'actions ordinaires		-	147 229
Rachat d'actions ordinaires		(43 347)	(34 052)
		<u>(43 347)</u>	<u>113 177</u>
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période			
		3 310	(60)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période			
		<u>20 284</u>	<u>10 953</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période			
		<u>23 594</u>	<u>10 893</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Intérêts reçus		18 516	20 780
Dividendes reçus		3 738	3 131
Impôts sur le bénéfice payés		5 426	15 014

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. La Société a comme place d'affaire le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2013, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

2 Mode de présentation et adoption des Normes internationales d'information financière (les « IFRS »)

Adoption des IFRS

Les présents états financiers intermédiaires (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). La Société a adopté ce référentiel comptable pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2014, comme l'exigent les lois canadiennes sur les valeurs mobilières et le Conseil des normes comptables du Canada. Antérieurement, la Société préparait ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») définis dans la Partie V du *Manuel de CPA* (Comptables professionnels agréés) *Canada*. La Société a appliqué les mêmes méthodes comptables aux fins de la préparation de son bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2013 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été en vigueur. La note 20 fait état de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés par la Société. Elle présente également la nature et l'effet des changements de méthodes comptables importants par rapport aux méthodes utilisées aux fins de la préparation des états financiers de la Société conformément aux PCGR canadiens.

Déclaration de conformité

La Société a établi ses états financiers individuels conformément aux IFRS, et plus particulièrement selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 21 août 2014.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Entité d'investissement

La Société compte plusieurs actionnaires qui lui sont non liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans la Société sont sous forme d'actions rachetables, sujet à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*.

La Société a conclu qu'elle constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car elle obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

La Société comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de la Société au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de la Société.

L'encaisse ainsi que les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés actifs

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs

Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés sur des marchés actifs, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur le marché à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de la Société. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par la Société en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'elle exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à l'acquisition de certains investissements et sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances à la date de présentation de l'information financière. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 30 juin 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert. En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société est en train de revoir ses stratégies afin de ne plus recourir à des titres vendus à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites aux bilans au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 30 juin 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat. En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société est en train de revoir ses stratégies afin de ne plus recourir à des titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépendent d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de la Société sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de la Société en cas de liquidation de celle-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de la Société;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour la Société de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à la Société; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de la Société;
- le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions sur leur durée de vie est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de la Société sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes non réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de la Société, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états du résultat global à la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états du résultat global.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Pour les fins de l'impôt fédéral, la Société peut entre autre obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. La Société se considère en substance exemptée des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôts différés relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôts différés relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Pour les fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la Société exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La Société estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que la Société porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de la Société afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. La Société considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, la Société a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par la Société qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 30 juin 2014 sont présentées ci-après.

Améliorations annuelles

L'IASB a publié, en décembre 2013, les cycles 2010-2012 et 2011-2013 de son processus d'Améliorations annuelles, qui apportent des modifications nécessaires mais non urgentes à certaines normes.

Certaines de ces modifications seront applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014, alors que d'autres seront applicables aux opérations effectuées à compter du 1^{er} juillet 2014. Ces modifications n'auront pas d'incidence significative sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IASB a publié en juillet 2014 la norme définitive sur les instruments financiers, portant sur le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture, en remplacement de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui établit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux qui sont compris dans le champ d'application d'autres normes tels que les instruments financiers.

L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 11 et 12 et font partie intégrante des états financiers audités.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	247 318	80 924	328 242
Actions privilégiées	82 631	7 390	90 021
Parts de fonds	182 384	8 835	191 219
Prêts et avances	163 129	(15 152)	147 977
Garantis			
Prêts et avances	5 770	(1 129)	4 641
	681 232	80 868	762 100
			Au 31 décembre 2013
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	230 493	60 390	290 883
Actions privilégiées	83 997	6 613	90 610
Parts de fonds	165 598	6 364	171 962
Prêts et avances	185 187	(10 185)	175 002
Garantis			
Prêts et avances	6 272	(822)	5 450
	671 547	62 360	733 907

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 1 ^{er} janvier 2013		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	170 836	36 939	207 775
Actions privilégiées	78 465	2 142	80 607
Parts de fonds	145 255	(2 584)	142 671
Prêts et avances	225 225	(2 708)	222 517
Garantis			
Prêts et avances	5 633	(158)	5 475
	625 414	33 631	659 045

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 149,6 M\$ (127,6 M\$ au 31 décembre 2013; 92,6 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,6 % (11,3 % au 31 décembre 2013; 11,3 % au 1^{er} janvier 2013) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,3 années (4,5 années au 31 décembre 2013; 4,2 années au 1^{er} janvier 2013). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel est de 10,0 M \$ (12,5 M\$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013). La quasi-totalité de la variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable aux changements du risque de crédit.

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Au 30 juin 2014				
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	265 600	105 578	371 178	-	371 178
Services	198 887	(18 448)	180 439	10 000	190 439
Innovations technologiques	34 361	(15 097)	19 264	-	19 264
Fonds	182 384	8 835	191 219	172 046	363 265
Total	681 232	80 868	762 100	182 046	944 146

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2013				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	282 252	79 987	362 239	1 450	363 689
Services	187 072	(7 437)	179 635	25 000	204 635
Innovations technologiques	36 625	(16 554)	20 071	-	20 071
Fonds	165 598	6 364	171 962	201 143	373 105
Total	671 547	62 360	733 907	227 593	961 500

Secteur d'activité	Au 1 ^{er} janvier 2013				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	273 491	50 287	323 778	2 096	325 874
Services	168 015	4 506	172 521	14 000	186 521
Innovations technologiques	38 652	(18 577)	20 075	-	20 075
Fonds	145 256	(2 585)	142 671	126 254	268 925
Total	625 414	33 631	659 045	142 350	801 395

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2014 (6 mois) \$	2015 \$	2016 \$	2017 \$	2018 et après \$	Total \$
23 403	47 090	55 478	19 129	36 946	182 046

Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, la Société a déterminé qu'elle détient le contrôle (filiales) ou qu'elle exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivantes :

	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013		Au 1 ^{er} janvier 2013	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales						
Entreprises partenaires	10	160 544	10	162 016	8	136 081
Entités associées						
Entreprises partenaires	17	138 816	17	137 305	15	126 843
Fonds	7	167 496	6	152 060	5	120 734

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada. Au 31 décembre 2013, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition d'une nouvelle filiale et de trois entités associées, ainsi que par l'augmentation des titres de participation d'une entité associée faisant ainsi passer le contrôle entre les mains de la Société. Aucun autre changement dans la détention de ces entreprises partenaires n'est survenu au 30 juin 2014.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par la Société dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % à 49 % pour les entités associées. À l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2013; aucune au 1^{er} janvier 2013) et d'une entité associée (une au 31 décembre 2013; une au 1^{er} janvier 2013), les droits de vote pour ces entreprises partenaires sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

La Société a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels elle exerce une influence notable. Les participations sont constituées de parts et le pourcentage de détention varie entre 20 % et 100 % (20 % et 100 % au 31 décembre 2013; 20 % et 54,5 % au 1^{er} janvier 2013). Au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013, la Société a investi dans un nouveau fonds, ce qui explique l'augmentation du nombre de fonds.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	152 760	1 610	154 370
Provinciales, municipales ou garanties	220 725	3 007	223 732
Institutions financières	134 290	4 349	138 639
Sociétés	49 742	1 799	51 541
	557 517	10 765	568 282
Actions privilégiées	74 330	(563)	73 767
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	21 440	-	21 440
Contrats de change ⁽²⁾	-	(4)	(4)
Total	653 287	10 198	663 485

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2014			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	30 515	351 192	175 810	557 517
Valeur nominale	30 550	345 636	170 563	546 749
Juste valeur	30 625	357 391	180 266	568 282
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,69 %	2,95 %	3,65 %	3,10 %
Taux moyen effectif	1,45 %	2,40 %	3,11 %	2,57 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2013		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	183 418	835	184 253
Provinciales, municipales ou garanties	221 118	(230)	220 888
Institutions financières	160 829	2 831	163 660
Sociétés	52 318	560	52 878
	617 683	3 996	621 679
Actions privilégiées	76 186	(2 663)	73 523
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	12 278	-	12 278
Contrats de change ⁽²⁾	-	(484)	(484)
Total	706 147	849	706 996

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2013			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	-	381 060	236 623	617 683
Valeur nominale	-	374 707	229 253	603 960
Juste valeur	-	385 445	236 234	621 679
Taux moyen nominal ⁽³⁾	-	3,00 %	3,83 %	3,31 %
Taux moyen effectif	-	2,44 %	3,26 %	2,75 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

			Au 1 ^{er} janvier 2013
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	178 728	5 758	184 486
Provinciales, municipales ou garanties	228 099	4 062	232 161
Institutions financières	136 665	5 889	142 554
Sociétés	30 983	2 415	33 398
	574 475	18 124	592 599
Actions privilégiées	63 500	1 212	64 712
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	13 508	-	13 508
Contrats de change ⁽²⁾	-	(247)	(247)
Total	651 483	19 089	670 572

Répartition des obligations par échéance

				Au 1 ^{er} janvier 2013
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	-	278 566	295 909	574 475
Valeur nominale	-	272 869	282 370	555 239
Juste valeur	-	283 799	308 800	592 599
Taux moyen nominal ⁽³⁾	-	3,22 %	3,96 %	3,59 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	3,20 %	2,79 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2014, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance au moment de leur acquisition entre 1 et 12 mois (entre 2 et 5 mois au 31 décembre 2013; entre 2 et 9 mois au 1^{er} janvier 2013).

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 154,3 M\$ US ont une échéance de 3 mois (133,0 M\$ US au 31 décembre 2013; 114,0 M\$ US au 1^{er} janvier 2013).

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

				Au 30 juin 2014
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	927	-	761 173	762 100
Autres investissements	450 061	213 424	-	663 485
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	15 433	15 433
Total des actifs financiers	450 988	213 424	776 606	1 441 018
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	15 365	15 365

				Au 31 décembre 2013
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	1 535	-	732 372	733 907
Autres investissements	461 044	246 352	-	707 396
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	15 234	15 234
Total des actifs financiers	462 579	246 352	747 606	1 465 537
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	15 000	15 000

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 1 ^{er} janvier 2013
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	1 991	-	657 054	659 045
Autres investissements	476 862	193 710	-	670 572
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 436	23 436
Total des actifs financiers	478 853	193 710	680 490	1 353 053
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	11 352	11 352

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2014 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2014		
	Investissements à impact économique québécois \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2013	732 372	15 234	(15 000)
Gains (pertes) réalisés	(3 263)	356	(121)
Gains (pertes) non réalisés	19 117	-	(1 321)
Acquisitions/émission	54 167	-	-
Cessions/remboursements	(41 220)	(157)	1 077
Juste valeur au 30 juin 2014	761 173	15 433	(15 365)
Gains (pertes) non réalisés sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers au 30 juin 2014	16 852	-	(1 448)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

			Au 31 décembre 2013
	Investissements à impact économique québécois \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 1^{er} janvier 2013	657 054	23 436	(11 352)
Gains (pertes) réalisés	10 218	1 502	-
Gains (pertes) non réalisés	29 184	-	(3 648)
Acquisitions/émission	134 980	966	-
Cessions/remboursements	(99 064)	(10 670)	-
Juste valeur au 31 décembre 2013	732 372	15 234	(15 000)
Gains (pertes) non réalisés sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers au 31 décembre 2013	28 356	-	(3 648)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

				Au 30 juin 2014
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	76 520	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	2,9 % à 26,8 % (10,8 %)
Actions non participantes	40 190	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,2 % à 30,0 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	125 825	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,9 % à 11,5 % (10,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	5,6 % à 23,6 % (12,5 %)
	24 755	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
		Autres ⁽³⁾	-	-
Actions participantes minoritaires	106 740	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,4 % à 16,7 % (9,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	1,3 % à 27,7 % (13,4 %)
	147 493	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
		Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
	6 056	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	191 219	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
	<u>761 173</u>			
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois				
	15 433	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	1,0 % à 14,0 % (8,0 %)
Billets à payer et passifs financiers				
	(15 365)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2013
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	88 403	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,1 % à 27,1 % (11,7 %)
Actions non participantes	39 887	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,7 % à 30,0 % (6,8 %)
Actions participantes majoritaires	102 092	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	9,2 % à 12,6 % (11,2 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	4,5 % à 25,0 % (14,6 %)
	59 924	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
Actions participantes minoritaires	206 478	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,8 % à 19,5 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	1,4 % à 35,0 % (13,1 %)
	29 089	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	28 319	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	6 218	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>171 962</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
	<u>732 372</u>			
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois				
	15 234	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 13,0 % (7,6 %)
Billets à payer et passifs financiers				
	(15 000)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 1 ^{er} janvier 2013
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	107 195	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	4,4 % à 28,1 % (11,6 %)
Actions non participantes	35 809	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	6,2 % à 30,0 % (8,0 %)
Actions participantes majoritaires	92 113	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	10,3 % à 12,4 % (11,4 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	6,5 % à 24,3 % (15,0 %)
	38 956	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	5 012	Autres ⁽³⁾	-	-
Actions participantes minoritaires	139 850	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,2 % à 20,9 % (10,9 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	5,4 % à 23,6 % (12,6 %)
	71 948	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	15 890	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	7 610	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>142 671</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
	<u>657 054</u>			
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois				
	23 436	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 13,0 % (5,0 %)
Billets à payer et passifs financiers				
	(11 352)	Diverses	-	-

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en terme de pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que la Société considère que les estimations de la juste valeur retenues pour les fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes - Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. La Société juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes - Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, la Société détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de la Société est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013	Au 1^{er} janvier 2013
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,3 %	+/- 0,4 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,5 %	+/- 0,3 %

La Société est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes - Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. La Société doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Elle peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds - Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que la Société a effectué entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, la Société doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, la Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 ^{er} janvier 2013 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 786	6 835	5 749
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	15 433	15 234	23 436
Montants à recevoir sur les cessions d'autres investissements	1 032	-	-
Taxes à la consommation à recevoir	18	189	761
	<u>24 269</u>	<u>22 258</u>	<u>29 946</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 14,6 M\$ (14,3 M\$ au 31 décembre 2013; 22,8 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 ^{er} janvier 2013 \$
Encaisse	16 642	9 701	7 357
Instruments de marché monétaire	6 952	10 583	3 596
	23 594	20 284	10 953

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Au 30 juin 2014, des billets à payer d'une juste valeur de 11,2 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (10,4 M\$ au 31 décembre 2013; 8,5 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

Le 27 avril 2012, la Société a acquis du Régime de rentes du Mouvement Desjardins des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 5,9 M\$ pour une contrepartie en argent. Dans les trois ans suivant leur acquisition, si la Société cède les investissements pour un montant supérieur au coût initial, un montant supplémentaire établi en fonction du montant encaissé sera payable au Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

13 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 ^{er} janvier 2013 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 051	2 100	1 859
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	6 025	-	-
Autres	2 074	1 676	642
	10 150	3 776	2 501

14 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

15 Capital-actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Le seuil de 1,25 milliard de dollars a été atteint le 28 février 2014.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le 10 juillet 2014, la Société a annoncé de nouvelles modalités concernant la vente des actions de la Société à compter de l'émission 2014, s'harmonisant notamment aux exigences du récent budget provincial déposé le 4 juin dernier et qui vont comme suit :

- Compte tenu de l'atteinte du plafond de sa capitalisation de 1 250 M\$ et de par sa loi constitutive, la Société est limitée à émettre, pour l'émission 2014, un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente. Conséquemment, le montant autorisé de l'émission 2014 sera de 63 M\$;
- Pour l'émission 2015, le gouvernement du Québec a autorisé exceptionnellement à la Société à recueillir 150 M\$;
- Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé pour l'acquisition d'actions de la Société est dorénavant de 45 %;
- La date du début des ventes de l'émission 2014 est fixée au 6 octobre 2014 dans l'ensemble du réseau des caisses Desjardins. En ce qui a trait à l'émission 2015, les ventes débiteront le 13 avril 2015;
- Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum annuel alloué par investisseur pour les émissions 2014 et 2015 sera limité à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 350 \$.

Conformément à la convention de gestion, la Société est tenue de payer des frais d'émission d'actions. Au 30 juin 2014, la Société présente les frais d'émission d'actions de néant (1,7 M\$ pour le premier semestre de 2013) nets d'impôts, en diminution du capital-actions.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2014 : crédit d'impôt de 45 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé de l'actif net.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	101	127
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	274	221
Autres honoraires pour services professionnels	296	421
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	53	53
Frais informatiques	637	873
Autres charges	233	200
	<hr/>	<hr/>
	1 594	1 895
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	722	756
Communication de l'information aux actionnaires	162	46
Autres charges	134	11
	<hr/>	<hr/>
	1 018	813
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

18 Impôt sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2014		2013	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	3 273	(125)	3 958	(129)
Différés	(6)	125	(16)	(1 026)
	3 267	-	3 942	(1 155)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014 \$	2013 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	14 232	2 377
Écart permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	(9 816)	2 969
Dividendes non imposables	(1 444)	(1 266)
Autres	295	(138)
	3 267	3 942

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 ^{er} janvier 2013 \$
Actif			
Impôts différés - frais d'émission	840	965	-
Impôts différés - autres	210	204	246
Impôts en main remboursables	8 977	10 397	11 169
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	8 622	4 924	-
	18 649	16 490	11 415
Passif			
Impôts sur le bénéfice à payer	-	-	8 036

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à la Société comprennent Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de la Société.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La convention de gestion attribue à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2014 à l'exception de la tarification qui a été ajustée depuis le 1^{er} juillet 2013 et qui s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2014 et du mandat de scrutateur qui a été confié à une autre entreprise.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.
- La Société a confié à la Caisse centrale Desjardins ses opérations bancaires reliées à ses activités quotidiennes.
- La Société a confié à Valeur Mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Transactions entre les parties liées de la Société

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit:

	Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2013			Au 1 ^{er} janvier 2013		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans									
Actif									
Autres investissements	-	9 781	9 781	-	13 889	13 889	-	15 708	15 708
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	72	72	-	105	105	-	126	126
Encaisse	-	16 736	16 736	-	9 416	9 416	-	7 397	7 397
Passif									
Billets à payer et passifs financiers	-	15 365	15 365	-	15 000	15 000	-	11 352	11 352
Comptes créditeurs	2 073	385	2 458	1 676	483	2 159	1 034	634	1 668

	2014			Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	83	83	-	112	112
Gains (pertes) sur investissements	-	(1 298)	(1 298)	-	(8 082)	(8 082)
Charges						
Frais de gestion	12 210	-	12 210	12 478	-	12 478
Autres frais d'exploitation	-	205	205	-	310	310
Services aux actionnaires	-	722	722	-	756	756

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeur Mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 202 000 \$ (165 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

20 Passage aux IFRS

La présente note résume l'effet de la transition aux IFRS pour la Société:

Choix à la transition

La Société ne s'est prévalué d'aucune des exemptions facultatives à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition à l'exception de l'option de désigner un actif financier ou un passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Tous les actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net à la transition étaient antérieurement comptabilisés à la juste valeur selon les PCGR canadiens, conformément à la NOC-18, *Sociétés de placement*. Par ailleurs, l'application de cette exemption et des exceptions obligatoires à l'application rétrospective intégrale des IFRS n'a eu aucun impact à la transition.

Rapprochement de l'actif net et du résultat global

L'adoption des IFRS n'a eu aucun impact sur l'actif net et le résultat global présentés antérieurement selon les PCGR canadiens.

Ajustements de reclassement

La Société a reclassé certains montants à la transition pour assurer la conformité de la présentation de ses états financiers aux IFRS. Les principaux reclassements effectués sont les suivants :

- Conformément à IAS 1, *Présentation des états financiers*, la Société a reclassé les gains (pertes) sur investissements à même les produits dans les états du résultat global;
- Selon les IFRS, la Société se considère exemptée des impôts sur le bénéfice reliés aux gains en capital et par conséquent ne constate aucun passif d'impôts différés relativement aux gains nets latents sur les placements ni actif d'impôts différés équivalent relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Selon les PCGR canadiens, des impôts futurs d'un montant de 7, 2 M\$ au 31 décembre 2013 (6,9 M\$ au 1^{er} janvier 2013) étaient comptabilisés relativement à ces éléments. Ces différences n'ont entraîné aucun ajustement de l'actif net de la Société au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

Ajustements au tableau des flux de trésorerie

Les acquisitions et produits de cession des investissements ont été reclassés des activités d'investissement aux activités opérationnelles pour refléter la nature des activités de la Société et sa qualification à titre d'entité d'investissement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 30 juin 2014



Le 21 août 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le relevé) ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2014. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Téléphone : +1 514 205-5000, Télécopieur : +1 514 205-5675*

**Opinion**

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2014 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

(signée) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. ¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbelle Électrique inc.	2010	S	-	158	-	158
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	58	-	183
VCC-Massénoir inc.	2010	S	-	379	-	379
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	415	-	415
Total Abitibi-Témiscamingue			125	1 010	-	1 135
Bas-Saint-Laurent						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	114	-	114
Gestion Alain Hébert inc.	2009	S	-	230	-	230
Groupe Fillion Sport inc.	2008	S	-	128	-	128
Leblanc Environnement inc.	2008	S	250	42	-	292
Sirois Transport inc.	2009	S	-	-	444	444
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	S	-	210	-	210
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	383	-	383
Total Bas-Saint-Laurent			250	1 107	444	1 801
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	S	-	158	-	158
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 625	-	-	3 625
Congébec Logistique inc.	2004	S	3 800	-	-	3 800
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	800	800
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	2 650	-	3 400
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	37	-	11 228
H2O Innovation inc.	2009	M	-	250	-	250
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	S	-	33	-	33
Pneus Ratté inc.	2009	S	-	187	-	187
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	548	-	548
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			20 866	4 802	800	26 468
Centre-du-Québec						
A.C.M. Composites (1993) inc.	2013	M	-	-	1 500	1 500
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	6 800	-	10 532
CBR Laser inc.	2012	M	-	18 980	-	18 980
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 583	841	-	4 424
Métalus inc.	2008	M	-	714	-	714
Service funéraire coopératif Drummond	2007	S	-	312	-	312
Total Centre-du-Québec			7 565	27 647	1 500	36 712

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Chaudière - Appalaches						
CIF Métal ltée	2005	M	3 976	-	-	3 976
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	S	-	-	1 508	1 508
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 980	2 850	-	16 830
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	501	-	501
Hortau inc.	2010	M	555	-	-	555
Industries Fournier inc. (Les)	2013	M	17 000	4 091	-	21 091
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 500	1 393	-	3 893
Matiss inc.	2002	M	-	248	-	248
MTI Canada inc.	2008	S	-	108	-	108
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	396	-	396
Services Bivac inc.	2010	S	-	257	-	257
Total Chaudière - Appalaches			38 011	9 844	1 508	49 363
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	1 000	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	M	-	46	-	46
Total Côte-Nord			1 000	46	-	1 046
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	258	-	258
Boréal - Informations stratégiques inc.	2013	S	-	3 000	-	3 000
Camoplast Solideal inc.	2002	M	30 837	-	-	30 837
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	800	-	800
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	849	-	849
CoopTel, coop de télécommunication	2009	S	-	875	-	875
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	913	-	913
Électro-5 inc.	2009	S	-	162	-	162
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	500	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	5 900	9 076	-	14 976
FilSpec inc.	2004	M	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	M	-	227	-	227
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	-	591	-	591
Kemestrie inc.	2010	IT	527	-	-	527
L.P. Royer inc.	2010	M	-	2 490	-	2 490
Multi X inc.	2006	M	-	208	-	208
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	M	-	62	-	62
Total Estrie			48 946	20 011	-	68 957
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Construction L.F.G. inc.	2009	S	-	2 535	-	2 535
Écocyte Technologies inc.	2004	M	2 403	-	-	2 403

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	S	-	425	-	425
Hôtel Baker Itée	2007	S	-	6	-	6
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 403	2 966	-	5 369
Hors Canada						
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	S	-	87	-	87
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	87	-	2 337
Laurentides						
Groupe DCM inc.	2012	M	3 000	3 589	-	6 589
Total Laurentides			3 000	3 589	-	6 589
Laval						
Confiseries Régale inc.	2011	M	4 281	12 698	-	16 979
Équipements Polytek inc. (Les)	2010	M	-	61	-	61
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	M	-	3 070	250	3 320
Total Laval			4 281	15 829	250	20 360
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc.(9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	575	-	575
Groupe Telecon	2011	S	45 389	4 186	-	49 575
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	194	-	211
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	2 914	-	2 914
Morand Excavation inc.	2007	S	-	28	-	28
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	S	-	218	-	218
RGF Électrique inc.	2009	S	-	198	-	198
Total Mauricie			45 406	8 313	-	53 719
Montérégie						
A. & D. Prévost inc.	2011	M	9 472	8 500	-	17 972
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	S	-	46	-	46
AtmanCo inc.	2010	IT	16	-	-	16
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	3 354	-	3 354
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	639	-	639

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	5 827	-	-	5 827
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	162	-	162
Groupe Habitations Signature inc.	2010	M	-	2 325	-	2 325
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	S	-	750	-	750
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	3 000	873	-	3 873
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	775	-	775
Mirazed inc.	2007	M	780	25	-	805
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	S	-	83	-	83
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	M	163	360	-	523
Urecon Group	2012	M	4 500	4 628	-	9 128
Total Montérégie			32 758	22 520	-	55 278
Montréal						
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	8 438	-	23 438
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 260	1 160	294	2 714
Attraction Radio inc.	2013	S	-	-	214	214
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Cavalia inc	2010	S	-	2 658	-	2 658
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	S	-	85	-	85
Elfiq inc.	2013	M	-	250	-	250
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	370	-	726
Groupe API inc.	2009	S	-	196	-	196
Groupe conseil OSI inc. (Alyotech Canada inc.)	2006	S	11 601	1 000	-	12 601
Groupe Graham International inc.	2011	M	4 050	4 297	-	8 347
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	36 000	14 000	-	50 000
Manutention Québec inc.	2007	S	-	934	-	934
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	287	287
Nicole Giguère Placement de personnel (NGPP)	2013	S	-	425	-	425
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	S	-	500	-	500
Vision Globale A.R. Itée	2012	S	18 000	7 500	-	25 500
Total Montréal			108 703	41 813	795	151 311
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	S	-	545	-	545
Total Outaouais			-	545	-	545

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9214-8832 Québec inc.	2009	S	-	82	-	82
André Potvin cuisine/salle de bain inc.	2008	M	94	19	-	113
Coopérative Forestière de Girardville	2007	M	-	492	-	492
Démolition et excavation Demex inc.	2008	S	-	267	-	267
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	S	-	340	-	340
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	S	-	-	117	117
Groupe Canmec inc.	2004	M	3 286	105	-	3 391
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	132	-	132
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Norfruit inc.	2010	S	-	77	-	77
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	750	681	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	600	-	600
Services Nolitrex inc.	2008	S	347	108	-	455
Vieille Garde inc. (La)	2009	M	-	32	-	32
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	M	300	65	-	365
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			4 777	3 000	473	8 250
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	61 503	-	-	61 503
Capital croissance PME s.e.c. II	2014	F	20 478	-	-	20 478
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	57 039	-	-	57 039
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	8 515	-	-	8 515
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	8 937	-	-	8 937
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	3 067	-	-	3 067
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	2 665	-	-	2 665
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	3 184	-	-	3 184
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	4 563	-	-	4 563
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	12 432	-	-	12 432
Total Fonds			182 383	-	-	182 383
Total au coût			512 333	163 129	5 770	681 232

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers audités de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2014

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (85,7%)				
Obligations fédérales et garanties (23,3%)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2017-12-15, 1,70 %	12 200	12 275	12 263
	2019-06-15, 1,95 %	15 264	15 265	15 333
	2021-06-15, 3,80 %	4 835	5 227	5 317
	2022-12-15, 2,40 %	8 750	8 493	8 695
	2023-09-15, 2,35 %	2 500	2 348	2 451
	2023-09-15, 3,15 %	2 750	2 760	2 878
	2024-06-15, 2,90 %	7 100	7 195	7 234
LNH Banque de Montréal ¹	2017-09-01, 2,10 %	12 904	12 893	13 061
LNH Banque de Nouvelle-Écosse ¹	2016-04-01, 4,05 %	12 295	12 481	12 824
LNH Banque Royale du Canada ¹	2017-10-01, 2,30 %	7 664	7 772	7 794
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2016-06-01, 0,65 %	7 214	7 162	7 137
	2017-08-01, 1,70 %	26 462	26 358	26 526
	2018-04-01, 1,65 %	20 570	20 300	20 535
	2018-07-01, 1,50 %	5 487	5 438	5 440
	2018-12-01, 1,80 %	5 134	5 086	5 132
PSP Capital	2017-02-16, 2,26 %	250	251	255
	2020-10-22, 3,03 %	800	800	831
	2024-04-04, 3,29 %	650	656	664
Total obligations fédérales et garanties		152 829	152 760	154 370
Obligations provinciales, municipales ou garanties (33,7%)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	21 150	21 703	21 764
	2018-05-09, 3,64 %	9 600	10 084	10 237
	2021-01-25, 4,31 %	1 200	1 315	1 334
Financement-Québec	2017-12-01, 3,50 %	5 955	6 190	6 317
	2018-12-01, 2,40 %	24 300	24 273	24 782
	2019-12-01, 2,45 %	27 686	27 747	28 036
Financière CDP	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 249	3 367
Hydro-Québec	2018-09-03, 1,46 %	10 000	10 042	10 039
Municipal Finance Authority of British Columbia	2019-06-03, 4,88 %	2 000	2 097	2 260
	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 160	2 197
	2022-06-01, 3,35 %	1 100	1 099	1 144
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 556	1 622
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 009	3 092
Ontario Hydro	2014-10-17, sans coupon	26 300	26 212	26 217
OPB Finance Trust	2023-05-24, 2,90 %	1 750	1 671	1 722
Province de l'Ontario	2018-09-08, 2,10 %	2 000	2 008	2 021
	2021-06-02, 4,00 %	1 000	1 079	1 092
	2022-06-02, 3,15 %	15 050	15 311	15 483
	2023-06-02, 2,85 %	6 929	6 739	6 889
	2024-06-02, 3,50 %	5 500	5 646	5 700
Province de Québec	2018-12-19, 1,46 %	6 000	6 022	6 017
	2020-12-01, 4,50 %	17 370	19 123	19 506
	2021-12-01, 4,25 %	12 865	14 113	14 240

¹Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations provinciales, municipales ou garanties (suite)				
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	2 000	1 937	1 955
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	586	595
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 534	2 758
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 220	3 346
		<u>215 355</u>	<u>220 725</u>	<u>223 732</u>
Total obligations provinciales, municipales ou garanties				
Obligations d'institutions financières (20,9%)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-11-08, 2,65 %	3 500	3 496	3 570
	2017-07-14, 3,95 %	4 800	4 868	5 091
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 163	2 279
Banque de Montréal	2016-07-08, 3,98 %	4 200	4 322	4 372
	2017-12-11, 2,24 %	5 000	4 899	5 038
	2018-03-28, 6,17 %	4 000	4 416	4 565
Banque de Nouvelle-Écosse	2016-11-08, 2,10 %	3 500	3 500	3 526
	2017-08-03, 2,90 %	17 850	18 009	18 286
	2018-03-22, 2,24 %	75	74	75
	2019-10-18, 3,04 %	2 500	2 500	2 559
Banque Nationale du Canada	2016-12-15, 2,70 %	5 000	5 037	5 106
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 102	1 136
Banque Royale du Canada	2015-11-02, 3,18 %	7 500	7 622	7 644
	2018-03-12, 2,26 %	1 750	1 751	1 762
	2018-07-12, 2,82 %	5 600	5 594	5 737
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 135	7 368	7 610
	2018-07-09, 5,83 %	6 000	6 511	6 817
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 163	4 393
Capital Desjardins	2020-05-05, 5,19 %	4 750	4 959	5 388
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2022-06-20, 3,60 %	175	173	174
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2017-06-01, 4,17 %	2 000	2 101	2 119
	2018-02-26, 2,82 %	2 300	2 279	2 343
	2018-11-29, 2,93 %	400	400	408
	2019-02-21, 2,81 %	500	500	506
Crédit Ford Canada	2016-11-21, 2,63 %	300	300	304
	2017-12-19, 3,32 %	950	952	979
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	162	163
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 152	1 230
Financière GM	2017-05-30, 3,25 %	850	850	852
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 513	2 700
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 051	1 147
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	441
First Capital Realty	2019-07-30, 5,48 %	1 400	1 450	1 568
	2023-10-30, 3,90 %	900	903	900
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 524	1 712
Honda Canada Finance	2018-06-04, 2,35 %	400	392	403
Intact Corporation Financière	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 122	1 104
John Deere Canadian Fund	2017-10-18, 2,25 %	750	757	756
Placements CI	2015-12-14, 3,94 %	597	604	616
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 350	3 678	3 912
Riocan Real Estate Investment Trust	2022-05-30, 3,75 %	775	775	780

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Société de Financement GE Capital Canada	2017-08-17, 5,53 %	7 000	7 436	7 752
	2018-02-08, 4,40 %	650	701	702
Société Financière Daimler Canada	2016-04-18, 2,23 %	420	421	424
	2016-09-15, 3,28 %	3 000	3 076	3 093
	2018-03-26, 2,27 %	385	385	387
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 082	2 232
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 243	2 392
Toyota Credit Canada	2018-11-21, 2,80 %	1 550	1 554	1 586
Total obligations d'institutions financières		130 222	134 290	138 639
Obligations de sociétés (7,8%)				
Algonquin Power Company	2021-02-15, 4,82 %	400	405	432
	2022-02-15, 4,65 %	350	350	371
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 077	1 089
Altalink	2023-11-06, 3,67 %	250	250	260
Bell Aliant Communications régionales	2016-09-26, 5,41 %	2 000	2 139	2 147
	2020-06-12, 3,54 %	1 100	1 076	1 133
Bell Canada	2018-03-16, 4,40 %	2 000	2 103	2 152
	2019-06-18, 3,35 %	1 500	1 517	1 553
	2021-05-19, 4,95 %	3 335	3 398	3 723
	2023-03-22, 3,35 %	2 505	2 413	2 483
BMW Canada	2016-05-26, 2,11 %	2 000	2 018	2 016
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 077	1 108
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 830
BRP Finance ULC	2018-11-05, 5,25 %	425	451	468
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	747	780
Compagnies Loblaw	2019-03-12, 3,75 %	1 900	1 945	1 996
	2023-06-01, 4,86 %	1 200	1 281	1 304
Dollorama	2018-11-05, 3,10 %	220	224	224
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	2 000	2 228	2 213
	2022-12-05, 3,19 %	400	385	400
Hydro One	2017-10-18, 5,18 %	1 000	1 107	1 104
	2018-10-09, 2,78 %	2 500	2 500	2 566
	2022-01-13, 3,20 %	350	357	360
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	324	329
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	400	407	413
Precision Drilling Corporation	2015-03-15, 6,50 %	1 250	1 293	1 316
Reliance LP	2019-03-15, 5,19 %	1 200	1 292	1 292
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	2 000	2 112	2 256
	2020-09-29, 4,70 %	500	555	548
	2021-03-22, 5,34 %	1 700	1 716	1 922
	2023-12-13, 4,00 %	800	796	814
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	404	413
Telus Corporation	2019-12-04, 5,05 %	3 000	3 095	3 351
Teranet Holdings Limited Partnership	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 163	1 152
Thomson Reuters Corporation	2019-05-23, 3,37 %	1 650	1 665	1 699
	2020-09-30, 4,35 %	1 500	1 555	1 615
Tim Hortons	2019-04-01, 2,85 %	730	730	736
	2023-09-01, 4,52 %	1 200	1 210	1 265

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Vidéotron	2025-03-15, 5,63 %	700	678	708
Total obligations de sociétés		48 343	49 742	51 541
Total obligations		546 749	557 517	568 282
Instruments de marché monétaire (3,2%)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-05-11, sans coupon	3 000	2 966	2 966
Banque de Montréal	2014-07-31, sans coupon	3 463	3 460	3 460
Banque Toronto Dominion	2014-09-04, sans coupon	3 500	3 493	3 494
Gouvernement du Canada	2014-10-09, sans coupon	11 550	11 521	11 520
Total instruments de marché monétaire		21 513	21 440	21 440
Contrats de change (0,0%)				
Caisse centrale Desjardins	2014-09-30, 1,0694 \$ CA/\$ US	154 264	0	(4)
Total contrats de change			0	(4)
Actions privilégiées (11,1%)				
			Nombre d'actions	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	400	382
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	434
Banque de Montréal	Perpétuelle, 4,50 %	33 400	868	863
	Perpétuelle, 5,20 %	173 400	4 439	4 378
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 268	3 156
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 290	1 294
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 266
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	418
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 423
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 330
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 560
	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 772	1 799
	Perpétuelle, 4,50 %	48 600	1 193	1 250
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 362
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	400
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 330
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	87 000	1 934	2 223
	Perpétuelle, 5,60 %	73 100	1 887	1 938
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,20 %	35 000	838	873
	Perpétuelle, 4,75 %	13 800	270	294
	Perpétuelle, 4,75 %	10 000	196	214
	Perpétuelle, 5,00 %	10 260	258	267
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 761	1 567
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	984

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
Actions privilégiées (suite)				
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	1 537
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	598
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	249
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	256
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 436
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 346
Enbridge	Perpétuelle, 4,00 %	180 000	4 672	4 491
	Perpétuelle, 4,00 %	100 000	2 586	2 464
	Perpétuelle, 4,40 %	50 000	1 250	1 262
Financière Manuvie	Perpétuelle, 2,52 %	25 400	675	664
	Perpétuelle, 3,90 %	35 000	852	882
	Perpétuelle, 4,20 %	107 500	2 746	2 516
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	1 992
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 483
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 034
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 632
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	354
	Perpétuelle, 5,90 %	155 000	3 981	4 027
	Perpétuelle, 6,00 %	135 300	3 347	3 539
Total actions privilégiées			74 330	73 767
Total autres investissements (100,0 %)			653 287	663 485

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des
investissements au coût effectués par les
fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2014

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C.	50,00				
	Abitibi-Témiscamingue					
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	76	-	-	76
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	97	-	-	97
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	93	-	-	93
	Abitibi Géophysique inc.	-	250	-	-	250
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	107	-	-	107
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	97	-	-	97
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	661	-	-	661
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	1 000	-	-	1 000
	Industries Béroma inc. (Les)	-	284	-	-	284
	Integra Gold Corp.	75	-	-	-	75
	Location Lauzon inc.	-	173	-	-	173
	Lucien Mirault inc.	-	93	-	-	93
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	300	-	300
	Ressources Cartier inc.	-	150	-	-	150
	Total Abitibi-Témiscamingue		2 225	2 931	300	3 456
	Bas-Saint-Laurent					
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 QC inc.)	-	175	-	-	175
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	250	-	250
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	137	-	-	137
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	50	425	-	475
	Groupe Fillion Sport inc.	-	328	-	-	328
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	125	-	-	125
	Matane Motosport inc.	-	-	350	-	350
	Total Bas-Saint-Laurent		815	1 025		1 840
	Canada Hors Québec et Ontario					
	2994666 Canada inc. (Savard environnement)	-	250	-	-	250
	Total Canada Hors Québec et Ontario		250			250
	Capitale-Nationale					
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	222	-	-	222
	9261-8263 Québec inc. (VU par Laforce inc.)	-	-	162	-	162
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	215	-	215
	Éditions Gladius International inc.	-	-	144	-	144
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	131	-	-	131
	Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)	-	-	454	-	454

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013					
Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00				
Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)		-	-	278	278
La Forfaiterie inc.		-	84	-	84
Pavages Nordic inc.		-	300	-	300
Pixelweb Télécom inc. (7921527 Canada inc.)		-	-	268	268
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
RCAA-Planifika inc.		-	-	247	247
Total Capitale-Nationale		750	737	1 768	3 255
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	1 099	1 099
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	150	-	150
9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)		-	-	878	878
Fempro I inc.		-	1 862	-	1 862
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	375	-	375
Gestion TYT inc.		-	-	600	600
Structure d'acier B.R.L. 2000 inc.		-	-	190	190
Total Centre-du-Québec		-	2 387	2 767	5 154
Chaudière - Appalaches					
3R Com inc. (8580430 Canada inc.)		-	250	-	250
9239-0012 Québec inc. (Les Puits du Québec inc.)		-	173	-	173
Décoplex inc.		-	-	488	488
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	100	-	100
Fenêtres Sélection inc.		-	122	-	122
Gesdix inc.		-	286	-	286
Groupe Bertec inc.		-	150	-	150
Gyptech Acoustique inc.		-	250	-	250
Investissements Mika inc. (Les)		-	-	375	375
Plomberie Ste-Croix inc.		-	-	323	323
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Recyc RPM inc.		-	-	750	750
Serres Demers inc. (Les)		-	-	700	700
Ultima Fenestration inc.		-	201	-	201
Total Chaudière - Appalaches		250	1 532	2 636	4 418
Côte-Nord					
9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri		-	-	759	759
Alimentation Francis Gravel inc.		-	214	-	214
Benoit Vigneault Itée		-	550	-	550
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	125	125
Centre des congrès de Sept-Iles		-	-	125	125

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00				
	Clinique d'optométrie VU (Thetford Mines) inc. (9256-5076 Québec inc.)	-	-	69		69
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	171	-		171
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	125	-		125
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	654		654
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	250	-		250
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-		623
	Santerre Électrique inc.	-	21	150		171
	Sécurgence inc.	-	317	-		317
	Zone Vue (Québec) inc.	-	-	91		91
	Total Côte-Nord		2 271	1 973		4 244
	Estrie					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)		459	350	-	809
	Innotex inc.		-	367	-	367
	L.P. Royer inc.		-	1 375	-	1 375
	Pieux Vistech - Postech inc.		-	625	-	625
	Plastech inc.		-	-	250	250
	SE2 inc.		-	-	123	123
	VR2 Distribution inc.		-	-	133	133
	Total Estrie		459	2 717	506	3 682
	Fonds					
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		186	-	-	186
	Total Fonds		186	-	-	186
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)		-	363	-	363
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	363	-	363
	Lanaudière					
	Thermo Structure inc.		-	400	-	400
	Total Lanaudière		-	400	-	400
	Laurentides					
	Modus FX inc.		-	-	292	292
	Total Laurentides		-	-	292	292

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00			
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	349	-	349
	Total Laval	-	349	-	349
	Mauricie				
	8420220 Canada inc. (Ateliers R. Vallée)	-	200	-	200
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	321	321
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	750	750
	Louis Lafrance & fils Ltée	-	330	-	330
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	1 469	-	1 469
	Progi.com inc.	-	180	-	180
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	125	-	125
	RGF Électrique inc.	-	286	-	286
	Total Mauricie	-	2 590	1 071	3 661
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 976	1 976
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	123	-	123
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 976	1 976
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	265	-	265
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	375	375
	Action Mécanique inc.	-	71	-	71
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	750	750
	C.R.S./Vamic inc.	-	271	-	271
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 457	1 457
	Comax, coopérative agricole	1 000	-	-	1 000
	Diamants Stornoway (Canada) inc. (Les)	4	-	-	4
	Équipements de Piscine Carvin inc. (Les)	-	-	566	566
	Fibres Serden inc. (Les)	-	133	-	133
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 000	1 000
	Groupe Deslandes Fortin inc.	-	-	225	225
	Groupe Loiselle inc.	-	460	-	460
	Groupe Rogers Ltée	-	113	-	113
	Hygie Canada inc.	-	-	639	639
	Industries de Moules et Plastiques VIF Ltée (Les)	-	-	362	362
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	200	200
	Instruments Isaac inc.	-	102	-	102
	Plomberie St-Luc inc.	-	854	-	854
	Pneus Langelier inc.	-	250	-	250
	Produits forestiers Direct inc.	-	-	1 000	1 000
	Ressorts Foster Ltée (Les)	-	91	-	91
	Station Skyspa inc.	-	-	617	617
	Total Montérégie	1 004	2 733	11 143	14 880

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00				
	Montréal					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 500	-	-	1 500
	9178-6574 Québec inc. (Moment Factory)	-	153	-	-	153
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	1 000	-	-	1 000
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	128	-	-	128
	Aéronav inc.	-	221	-	-	221
	Alta Précision inc.	1 250	750	-	-	2 000
	Attraction Média inc.	1 000	751	-	-	1 751
	Balcon Idéal inc.	-	543	-	-	543
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	944	-	944
	Bugatti-Sedona inc.	-	400	-	-	400
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	1 158	-	1 158
	Cime Décor inc.	-	-	479	-	479
	CTA de Negotium	-	1 415	-	-	1 415
	DEK Canada inc.	-	1 405	-	-	1 405
	Emballages Stuart inc.	625	555	-	-	1 180
	Ge-ber Transport inc.	-	150	-	-	150
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)	-	500	-	-	500
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	208	-	208
	Groupe Tolgeco inc.	-	1 250	-	-	1 250
	LVL Studio inc.	500	500	-	-	1 000
	M.C. Crystal inc.	-	-	156	-	156
	Magellan Aviation Services inc.	-	196	-	-	196
	Richporter Technology ltée	-	972	-	-	972
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	234	-	234
	Sid Lee inc.	-	-	1 782	-	1 782
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	268	-	-	268
	Source Évolution inc.	-	-	1 003	-	1 003
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	900	-	-	900
	Total Montréal		3 375	13 557	5 964	22 896
	Nord-du-Québec					
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	342	-	-	342
	Corporation Éléments Critiques	75	-	-	-	75
	Donner Metals ltd	-	150	-	-	150
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	-	50
	Exploration Midland inc.	138	-	-	-	138
	Némaska Lithium inc.	100	-	-	-	100
	Ressources GéoMégA inc.	125	-	-	-	125
	Ressources Sirios inc.	31	-	-	-	31
	Total Nord-du-Québec		519	492	-	1 011

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00			
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1 500	1 500
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	220	220
	Total Outaouais	-	-	1 720	1 720
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	662	-	662
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	150	-	750
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	300	300
	Ambulance Médilac inc.	-	374	-	374
	Cam-Trac Sag-Lac inc.	220	-	-	220
	Centrem ltée - 3888061 Canada inc.	-	-	112	112
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	200	200
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	348	-	348
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	125	125
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	362	362
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	123	123
	Innovation industrielle Boivin inc.	-	148	-	148
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	354	354
	Location A.L.R. inc.	-	207	-	207
	Matelas Lion d'or inc.	-	71	-	71
	Mécanique Plomb O Gaz inc.	250	-	417	667
	Messagerie du Fjord inc.	-	408	-	408
	Métatube (1993) inc.	-	225	-	225
	Récupère Sol - 8439117 Canada inc.	-	1 000	-	1 000
	Sécur inc.	-	175	-	175
	Sports Guy Dumas inc.	-	225	-	225
	Théka Industries inc.	-	250	-	250
	Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)	-	114	-	114
	Transports J.M.G. inc.	-	-	87	87
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 070	4 357	2 080	7 507
		7 838	38 481	33 245	79 564
	Fonds engagés mais non déboursés				4 889
	Total Capital croissance PME, S.E.C.				84 453

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2013	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
	7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		204	302	-	506
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		1 635	-	-	1 635
	Albert Perron inc.		695	-	97	792
	Asmacure inc.		518	-	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.		1 358	-	-	1 358
	Biocéan Canada inc.		-	327	-	327
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	120	-	120
	Cadens Imagerie Medicale inc (Microsystemes DOG inc)		-	610	-	610
	E2Metrix inc.		272	-	-	272
	Emerillon Capital s.e.c.		1 221	-	-	1 221
	Éocycle Technologies inc.		1 304	-	-	1 304
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	155	354	509
	H2O Innovation inc.		53	-	-	53
	Kanwal inc.		-	-	593	593
	LaserAX		-	109	-	109
	LeddarTech inc.		317	-	136	453
	LVL Global inc.		191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.		-	141	-	141
	Novidév Santé active inc.		-	381	-	381
	Ocera Therapeutics inc. (anc. Tranzyme Pharma inc.)		94	-	-	94
	OptoSecurity inc.		-	100	-	100
	P.L.C. inc.		-	41	-	41
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
	Rocmec Mining inc.		163	-	272	435
	Solutions Extenway inc.		520	-	-	520
	Technologies Crysam inc.		-	191	-	191
	TSO3 inc.		772	-	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.		725	-	-	725
			10 658	2 477	1 820	14 955
	Fonds engagés mais non déboursés					12 010
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					26 965

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	S.E.C. Essor et Coopération	100,00			
	Coop d'analyse sociale et environnementale	-	24	-	24
	Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche	-	27	-	27
	La Coop fédérée	5 000	-	-	5 000
		5 000	51	-	5 051
	Fonds engagés mais non déboursés				5 500
	Total S.E.C. Essor et Coopération				10 551

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 760, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8